

Je ne m'étendrai pas sur l'expansion économique régionale mais je dirai simplement que l'Ontario verse environ 1 milliard de dollars au profit des provinces situées à l'Est par rapport à nous et cependant, n'étant pas une région désignée, nous perdons sur les deux tableaux car nous versons de l'argent mais ne recevons aucune aide aux termes du programme d'expansion économique régionale pour nos industries sauf pour des régions comme celle située au Nord et à l'Ouest de North Bay, une petite zone autour de Cornwall et la région de Renfrew, où la situation est très inquiétante.

Le gouvernement fédéral a investi 1.1 milliard de dollars dans des projets entrepris dans des zones de marasme au cours des deux dernières années, mais n'a réussi à créer avec cette mise de fonds que 37,000 nouveaux emplois. Le Québec seul a besoin de 100,000 nouveaux emplois. A ce titre, le coût de chaque nouvel emploi se chiffre à environ \$30,000. Nous parlons du capital canadien par opposition au capital américain, mais le besoin de capital est grand et s'accroît sans cesse. Je ne vois pas comment on peut prétendre qu'un travailleur canadien dont l'emploi est fourni par un investisseur étranger aurait avantage de quelque façon, à rester sans emploi jusqu'à ce que des capitaux canadiens comblent l'écart des investissements. En ce qui me concerne, la création d'emplois pour les Canadiens devrait avoir la plus haute priorité. Essayons de le faire avec de l'argent canadien, mais si nous constatons que nous n'en avons pas assez, nous devons le faire avec de l'argent d'autres pays qui consentent à investir au Canada. Avec un tel investissement, nous n'aurions pas besoin de consacrer tant d'argent à ce programme d'expansion régionale qui n'a encore donné aucun signe de succès.

• (8.40 p.m.)

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, la Chambre est aujourd'hui saisie d'une motion présentée par le parti conservateur progressiste, qui se lit comme il suit:

Que la Chambre blâme le gouvernement pour ses politiques économiques qui n'ont pas mis un terme à l'inflation, qui ont provoqué le chômage affectant au moins 675,000 Canadiens, qui ont accentué la disparité entre les régions et qui n'ont pas encouragé le développement régional.

Monsieur l'Orateur, pour ma part, je souscris pleinement à cette motion de blâme, pour des raisons précises que je voudrais élaborer rapidement, afin de ne pas prendre trop du temps de la Chambre.

Monsieur l'Orateur, pour 1971-1972, le budget du gouvernement canadien s'élève à plus de 14 milliards 352 millions de dollars; tel est le montant de ses recettes fiscales. Voilà le budget que le gouvernement a actuellement à administrer. Comment utilisera-t-on ce budget des dépenses? Il faut évidemment, établir des priorités.

Au seuil de la décennie 1970, de nouveaux défis se posent aux autorités fédérales. D'abord, selon un consensus, on voudrait, avec raison, qu'on vise à une meilleure qualité de vie au Canada pour chaque Canadien.

De plus, on veut assurer une sécurité du revenu familial, particulièrement pour ceux dont les revenus sont fixes, donc, ceux qui dépendent directement de la situation de notre économie.

Enfin, et il semble encore y avoir un consensus à ce sujet, on veut donner la possibilité à chaque Canadien de

[M. Hales.]

participer à l'économie canadienne. Cela vise ceux dont les ressources sont limitées, parce que handicapés mentalement, physiquement ou financièrement. Certains Canadiens, fort nombreux, malheureusement, pour certaines raisons, ne peuvent participer à l'économie du pays, car ils souffrent du handicap suivant: Il y aura 300,000 jeunes Canadiens dans la vingtaine de plus, en 1972.

C'est donc dire qu'en 1972, 300,000 jeunes Canadiens de plus chercheront un emploi au Canada. On voit dès lors le problème auquel on se heurtera. Si l'on n'adopte pas une politique monétaire et fiscale adaptée aux temps modernes, non seulement il sera impossible de trouver de l'emploi pour les chômeurs actuels, jeunes ou vieux, mais il sera impossible de créer des emplois à un rythme qui correspondra à celui de l'accroissement du chômage, d'où le handicap où se trouveront beaucoup de Canadiens, qui se verront dans l'impossibilité de participer à la vie économique du pays.

Le gouvernement libéral, face à cette situation, a eu recours, dans ses budgets précédents, à deux genres de politique: D'abord, la lutte à l'inflation, parce que, d'après lui, c'était là le problème crucial au Canada. Il fallait, disait-il, arrêter l'inflation de «galoper». Alors, le gouvernement a axé toutes ses mesures sur cette priorité, oubliant toutes les autres que j'ai énumérées au début de mes remarques.

Ces mesures, comme la restriction de crédit, la hausse des taux d'intérêt, ont amené une réduction du taux de croissance économique au Canada, de sorte que les Canadiens sont moins en mesure de participer à l'économie canadienne. Nous voilà soudain aux prises avec une crise de chômage extrêmement lourde à porter pour le gouvernement, car c'est lui le responsable. Le chômage n'a pas poussé comme un champignon mais, au contraire, il était à prévoir.

Les politiques fiscale et monétaire du gouvernement ont créé l'état de choses et de faits dont on blâme le gouvernement, aujourd'hui. C'était prévisible, puisque le gouvernement avait établi comme priorité la restriction du crédit, la hausse des taux d'intérêt, le maintien de la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction. Il en résulte inévitablement une stagnation de l'économie qui fait que la participation ou le progrès de chacun s'en trouve réduit, de sorte qu'aujourd'hui on se réveille—et c'est plus vrai que jamais—dans un pays riche à craquer, mais où la misère règne en maître.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement du Canada peut influencer sur l'activité économique du pays au moyen de politiques fiscal et monétaire. Le premier ministre (M. Trudeau) disait lui-même que son principal outil pour lutter contre l'inflation était la restriction du crédit.

Nous, du Ralliement créditiste, disons que cette politique de restriction de crédit n'a pas pour effet de combattre l'inflation, mais d'accroître le déséquilibre économique.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement, étant donné ces faits, doit trouver plus d'argent. Aujourd'hui, tel est son problème. Si un député ou un citoyen assis dans les tribunes allait voir un ministre et lui proposait l'adoption d'un projet d'expansion économique quelconque, on lui répondrait: Mon vieux, c'est de valeur, le gouvernement n'a pas d'argent. C'est toujours la même réponse. On n'a pas d'argent.

Selon le gouvernement, les seules sources de financement sont, en pratique, les impôts. Cette année, on va